

**LES CONDITIONS DE CONSTRUCTION  
D'UN MOUVEMENT ALTERNATIF  
EN FRANCE**

---

Intervention aux journées de l'A.E.R.I.P.  
"Les enjeux institutionnels et politiques  
de Mars 1986"

31 Janvier - 1er Février 1986

---

par  
Alain LIPIETZ  
CEPREMAP  
140, rue du Chevaleret  
75013 PARIS

(tête de la liste  
<<Ecologie 93 : Les Verts, les Alternatifs, les Autogestionnaires>>  
aux élections législatives de Mars 1983  
en Seine Saint Denis)

**LES CONDITIONS DE LA  
CONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT  
ALTERNATIF EN FRANCE**

---

Construire en France un mouvement alternatif, avec une ambition non marginale (car en ce sens-là il existerait déjà dans les pratiques), mais bien à vocation "hégémonique", au sens gramsciste du terme, c'est-à-dire à vocation de présenter un avenir différent pour la collectivité nationale, implique à tout le moins de définir ce qu'est "l'alternative". C'est par là que nous commencerons, avant quelques considérations sur ses possibilités de transformation en force politique.

**QU'EST-CE QUE "L'ALTERNATIVE" ?**

Si pauvre et banal que cela paraisse, le contenu de l'alternative est déjà partiellement désigné par son titre. Dire qu'il existe une "autre" façon (de vivre, de travailler), c'est briser un consensus selon lequel il n'y aurait qu'une politique possible, avec, selon les partis, des plus et des moins, un seul modèle de développement que dicterait la révolution technologique et où nous mènerait la libre entreprise, sous les contraintes de la compétition internationale.

Affirmer l'alternative, c'est déjà réaffirmer le politique, la possibilité pour une collectivité de peser son propre destin. Ce qui implique réciproquement que la collectivité se définit non comme une donnée de sang (les "Français") ni comme une réalité empirique condamnée à "gagner" (contre les autres) sous peine de disparaître, mais comme une communauté partageant un accord minimal sur ce qu'il est juste et bon de construire ensemble.

En ce sens là, l'alternative a les mêmes ambitions que les libéraux du XVIIIe siècle, les radicaux, ou les socialistes de naguère. Si, comme force politique, elle sait qu'elle ne sera jamais toute la France, elle entend

proposer à tous un nouveau "paradigme", un nouveau genre de vie en société. Je crois même que c'est le seul paradigme à opposer pour le XXI<sup>e</sup> siècle, sur les ruines du paradigme social-démocrate, au paradigme libéral-productiviste.

Car se définir alternative (comme on disait jadis "parti du mouvement" ou "parti du progrès"), c'est forcément s'opposer à autre chose. Et, au sein d'une grande crise où "l'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas encore à naître", c'est se définir à la fois par rapport à "l'ancien", et par rapport à un autre "nouveau" qui lui aussi revendique le rôle de modèle.

L'ancien, c'est ce que certains économistes appellent le "compromis fordien", certains politologues le "compris social-démocrate". On en connaît les règles:

- l'organisation de la production est réservée à des groupes dominants (patronat, technocrates);
- les masses populaires se voient rétrocéder une part des gains de productivité par une série de formes de régulation de type législatif ou contractuel, de telle sorte que, le pouvoir d'achat croissant à la mesure de la productivité, le plein-emploi soit quasi-assuré;
- cette rétrocession s'opère par le salaire direct ou par l'Etat-Providence, mais en tout cas en monnaie donnant accès à la production marchande.

Ce modèle s'est imposé après 1945 sous la pression des rooseveltiens ou des sociaux-démocrates, sur la base de la défaite de l'alternative fasciste, et en rivalité avec l'alternative soviétique. Mais il a pu être géré par des forces politiques conservatrices ou démo-chrétiennes aussi bien que sociales-démocrates, avec ou sans l'appui des communistes. C'est en cela qu'il a constitué un "paradigme hégémonique" s'imposant à tous, tout en méritant le nom de social-démocrate.

Ce compromis est entré en crise par tous les côtés à la fois: baisse de rentabilité du modèle productif fordien, internationalisation des marchés et

de la production compromettant la régulation nationale, révolte des producteurs face à l'aliénation au travail, aspiration des citoyens à plus d'autonomie, et réticence croissante devant la solidarité administrative.

On pouvait considérer le "Programme commun" de la gauche comme un parachèvement plus radicalisé du compromis fordien. La gauche français, PC et PS, qui, à la Libération puis sous les deux républiques, avait largement contribué à sa consolidation, apparaissait ainsi comme "la gauche du compromis fordien". Cette gauche, arrivée au pouvoir alors que ce compromis était déjà économiquement caduc, idéologiquement érodé, ne pouvait qu'échouer.

Par la force du vide, et le pouvoir d'attraction des mythes californiens et japonais (pourtant si dissemblables), une partie de la coalition (la direction du PS) se rallia à un nouveau paradigme: la gestion libérale du changement technologique. Nouveau paradigme en voie de formation et très loin de sa stabilisation, ce modèle inclut les éléments suivants:

- accentuation de l'impératif technico-économique productiviste devenu "catégorique", avec évacuation de l'idée d'un choix explicite de société qui relèverait de la démocratie,
- fragmentation de la socialité, l'entreprise jouant directement le rôle jadis dévolu la patrie;
- grande variété des formes d'intégration de l'individu à l'entreprise, allant de la pure discipline à une implication négociée, mais toujours à titre individuel, avec disparition de l'individualité sociale de type "classiste";
- recul général des solidarités de type administratif liées à l'appartenance à une collectivité nationale.

L'éclosion des mots d'ordre du genre "La France qui gagne" dans l'imaginaire électoral de cette campagne 1986, du PS à la droite, traduit une

convergence assez générale vers ce modèle (avec comme toujours sa "droite" et sa "gauche"). Le PCF a clairement exprimé sa volonté de ne pas s'y rallier. Mais un très beau slogan comme "Surtout, ne pas se résigner", auquel aurait pu souscrire un Maurice Clavel, n'offre en réalité aucune perspective. Car il ne signifie plus "au moins, on aura essayé" (mot d'ordre des modèles jeunes aspirant à l'hégémonie), mais simplement le désespoir de "l'ancien qui meurt", et s'éteindra avec le dernier ouvrier professionnel dans la dernière usine de la Seine St Denis.

A cela, qu'offre "l'alternative" ? Certainement pas le refus du progrès technique, mais certes le refus de prendre ce progrès comme valeur en soi. Trois thèmes cadrent l'aune à laquelle jauger tout "progrès" et toute politique: l'autonomie des individus et les groupes, la solidarité entre individus et groupes, l'écologie comme principe des rapports entre la société, le produit de son activité, et son environnement.

A la crise du modèle fordiste, l'alternative répond donc:

- transformation des rapports entre les personnes dans le travail, vers une plus grande maîtrise des producteurs sur leur activité;
- réduction de la part du temps consacré au travail salarié, et par conséquent recul des rapports marchands dans la consommation et les loisirs, au profit de la création libre;
- choix systématique des technologies les plus écologiques, c'est-à-dire les moins prédatrices par rapport aux ressources naturelles, recyclage et restauration la plus intégrale possible des sous-produits de l'activité humaine, des friches naturelles et urbaines, etc...
- transformation des rapports sociaux autres que salariaux dans le sens du recul des hiérarchies, et primordialement dans le sens du féminisme et de l'antiracisme;

- transformation des formes de solidarité au sein de la collectivité nationale, d'une répartition purement monétaire vers la subvention d'activités auto-organisées et à utilité sociale négociée;
- évolution vers des formes de démocratie de base, plus "organiques" et moins déléгатives;
- remise en cause des rapports inégalitaires entre les différentes collectivités nationales, vers des rapports mutuellement avantageux entre communautés autocentrées.

Nous ne développerons pas ici les bases concrètes de ce que pourrait être une "économie alternative", ni les modalités de la transition entre le modèle fordien et le modèle alternatif. Pour nous en tenir au thème de ce colloque, il nous faut encore préciser la place de l'alternative dans le contexte du champ politique actuel.

D'abord, en tant que nouveau paradigme, l'alternative ne se situe pas dans la polarisation droite-gauche propre au paradigme antérieur. Si l'alternative ainsi définie conquiert, d'ici 20 ou 30 ans, la place de "paradigme hégémonique" par rapport auquel se situeront les forces politiques à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, elle aura alors sa propre droite, son centre et sa gauche. Mais en 1986 elle ne peut pas se situer "à la gauche de la gauche", si par la seconde occurrence du mot "gauche" on entend la gauche actuelle (ou plutôt la gauche de 1981), c'est-à-dire la gauche du compromis fordiste.

Et pourtant, en tant que nouveau modèle présenté comme "progrès", l'alternative prend la relève de ce que furent jadis le radicalisme, le socialisme, le communisme. Plus profondément, sa base sociale primitive devra regrouper les opprimés, les offensés et les exploités en révolte contre des rapports sociaux aliénants: femmes, travailleurs victimes de la restructuration ou de technologies dévalorisantes, chômeurs et précaires, jeunesse multi-culturelle des agglomérations, paysans "hors-normes", etc... Elle prend donc la suite de tous les mouvements émancipateurs. En ce sens (au sens historique), l'alternative est une "nouvelle gauche". Ce qui lui pose,

toutes choses transposées, les mêmes problèmes que ceux qui se posaient par exemple au socialisme à l'origine de la IIIe République. Problèmes externes: son rapport à l'ancienne gauche, soit, dans les termes de notre comparaison, "classe contre classe" ou "concentration républicaine". Problèmes internes: la fusion de la gauche de l'ancien modèle et de ceux qui refusent radicalement l'ancien modèle. Deux ordres de problèmes évidemment liés, et que les Verts allemands affrontent avec une longueur d'avance, dans le débat difficile entre "réalistes" et "fondamentalistes". Parce qu'ils ont pu affronter, avec plus de matériaux, le problème de fond: celui du rapport entre mouvement social et représentation politique.

### ***CONSTRUIRE SANS PREJUGE LE MOUVEMENT ALTERNATIF.***

Partons donc de ce problème de base: mouvement social et représentation politique. Toutes les forces sociales historiques ont commencé par exister dans les pratiques avant d'exister comme programme et comme parti. Les cercles, mutuelles, syndicats et coopératives ouvrières ont précédé les Internationales et les partis nationaux. Ils ont existé avant de se savoir "mouvement socialiste", même si dès l'origine ils ont secrété leurs utopies.

Une caractéristique constante de la France est la rapidité (donc la superficialité souvent) du passage à la scène politique institutionnelle. Il est probable que le mouvement alternatif verra fleurir des formes d'expression politique trop précoces, qui se dessècheront provisoirement faute d'un enracinement suffisant dans le mouvement social. On peut dire par exemple que l'écologie politique a déjà connu sa "scission d'Amiens", avec la coexistence de mouvement basistes environnementalistes et de groupuscules affirmant les représenter. De même, la mouvance autogestionnaire n'a que peu de rapports avec ce qui se passe concrètement dans les difficiles débats du mouvement syndical sur les restructurations, avec la multitude d'expériences marginales ou semi-institutionnelles d'activités alternatives dans les quartiers et dans les campagnes.

Il ne faut considérer ce grand écart ni comme une aberration ni comme une nécessité. Il faut savoir qu'existera cette coupure, que la tendance à "politiser trop vite" répond à la nécessité spécifiquement française d'une représentation immédiate sur la scène politique. Mais il faudra aussi (et c'est même la manière spécifiquement alternative de "faire de la politique autrement") chercher en permanence à réduire cette coupure. Le mouvement alternatif ne peut exister comme une vérité "importée dans les masses de l'extérieur par les intellectuels qualifiés", selon la formule de Lénine. Refusant par essence une telle "taylorisation politique", il ne peut exister que comme intellectuel collectif, nécessairement fédéraliste, en rapport capillaire avec des expériences partielles qui ne se reconnaîtront jamais que partiellement dans toutes les globalisations qu'il pourra proposer. L'expérience des modèles sociaux-démocrates ou bolchéviques du mouvement ouvrier peut nous induire à y voir une faiblesse. On peut y voir aussi une force, à condition que soient trouvés les modes de régulation de cette contradiction. Insistons sur ce point: faute d'expression politique, le mouvement s'en cherchera par substitution (y compris dans le rocardisme ou le libéralisme). Faute de racine, ses expressions vireront à la secte.

A la limite, on peut même considérer la période léniniste post-soixante-huitarde comme une codification illégitime du premier grand mouvement de masse à contenu alternatif: Mai 68. Le cas n'est pas unique dans l'histoire de France: une partie du courant socialiste s'est à l'origine pensé comme aile gauche du camp républicain, le mouvement alternatif s'est partiellement pensée comme "extrême-gauche", c'est-à-dire comme gauche de la gauche du compromis fordiste.

Ce qui nous amène au problème de l'amalgame interne "vert et rouge". La codification illégitime de Mai 68 dans les organisations marxistes-léninistes (dont les "mao-spontex" ont représenté la variante la moins illégitime) a engendré par contrecoup le séparatisme de mouvements radicaux. Le féminisme fut sans doute le plus radical, et assura sans doute le plus efficacement la mise en crise des groupes léninistes.



Mais c'est avec l'écologie que le malentendu fut le plus nettement brisé, dans des conditions qui entraînèrent malheureusement une absurde polarisation (voisine de la polarisation "gauche jacobine/deuxième gauche") dans les années 70. Les groupuscules marxistes-léninistes se figeaient de plus en plus dans une critique interne (d'extrême gauche, mais interne quand même) du compromis fordien: leur lutte contre les seuls rapports sociaux capitalistes se rétrécissait peu à peu en une lutte pour l'emploi et le revenu, voire pour l'indexation du revenu. En face se dressa donc l'Écologie comme refus du couple "production/consommation". Ce refus amena l'Écologie à ne plus poser que le rapport homme/nature, oubliant les rapports sociaux. Même le souci de la préservation de l'homme se fixa en une défense de l'humanité comme espèce naturelle. La contestation du modèle de production tendit à se restreindre à une défense de la nature supposée non socialisée. La juste bataille contre le nucléaire et les pluies acides, opposée à la non moins juste bataille pour le maintien du pouvoir d'achat, symbolise ce divorce.

On sait que les Verts allemands ont, au moins partiellement, réduit cette fracture. L'essentiel reste à faire en France. Les héritiers de l'autocritique de l'extrême gauche réapprennent à penser les problèmes économiques dans les termes d'une refonte des rapports sociaux à travers la critique du productivisme. L'écologie réapprend à se penser principalement comme une écologie urbaine, à placer l'être social de l'homme au centre de ce qu'il y a à protéger des "dégâts du progrès", à penser la nature modifiée par l'homme comme faisant système avec le genre humain. Quant au mouvement féministe, qui entraîna le retrait de la plupart des militantes des mouvements mixtes, il se dessécha lui-même comme force politique une fois qu'il eût atteint ses objectifs législatifs, sans que l'on puisse dire que ses aspirations aient reculé dans la même mesure dans la population féminine (il n'en est malheureusement pas de même dans les mouvements redevenus "masculins" du fait même de ce retrait!). Il reste au féminisme à réinvestir la mouvance alternative.

A l'issue seulement de cette triple reprise pourra être posée la question de l'unification d'un pôle "Vert-alternatif", écologiste et féministe.

Ce qui nous amène au premier des problèmes que nous avons pointé: le rapport de la mouvance alternative avec le reste du champ politique. Pour les raisons que nous avons dites, le pôle alternatif, qu'il le veuille ou non, entretient un rapport privilégié avec les forces progressistes de la période historique précédente (c'est-à-dire avec le socialisme). Il ne va pas de soi, d'ailleurs, que ce rapport soit nécessairement externe: après tout, le Parti Démocrate américain a représenté dans son histoire plusieurs "compromis historiques" successifs sans changer de nom. Son éclatement de 1984 entre Mondale, Hart, Jackson, ne traduit que la difficulté de ce genre de mutation, mais tout le monde est resté dans le Parti Démocrate.

En France, il en va autrement. Les partis à vocation hégémonique y ont une vie séculaire, et chaque nouvelle strate du "progressisme" se traduit par l'émergence d'un nouveau parti, qui nourrit des rapports de rivalité et d'influence avec les précédents, cherchant à les inclure dans son propre paradigme, tout en les soupçonnant de "trahison" ou de "récupération". Cette tradition n'est pas sans avantages tactiques: le "paradigme alternatif" ne pourra éviter d'avoir ses "modérés" et ses "radicaux". Or les "radicaux" ne peuvent à eux seuls représenter un parti à vocation majoritaire (sauf dans les situations d'exception). C'est ce qu'ont bien montré l'expérience Mac Govern dans le Parti Démocrate américain, comme la période de domination de l'aile gauche sur le parti travailliste anglais. A contrario, la coexistence du SPD et des Verts dans l'actuelle opposition allemande semble plus riche de potentialités politiques.

Comprenons-nous bien: il ne s'agit en aucune manière de restreindre a priori l'alternative au rôle d'aiguillon de l'ancienne gauche. Le futur parti Vert-Alternatif devra se fixer pour ambition non seulement l'hégémonie culturelle, mais à terme le plus grand poids numérique à l'intérieur de ce qui sera le "camp progressiste", voire, s'il sait se positionner comme tel, postuler à la direction politique de ce camp. Position que le Parti

Communiste Français (quoique ayant atteint les deux premiers objectifs) n'a pas su occuper, auquel le Parti Communiste Italien peut encore espérer prétendre. Mais dans ses débuts, un "pôle alternatif" joue nécessairement à la fois le rôle d'aiguillon et celui de concurrent.

Il est probable que l'Après-86 ouvrira la possibilité d'apparition d'une situation de ce genre en France. Le choix sera difficile pour les "écorchés du socialisme" (selon l'expression de Michel Beaud) comme pour les "rénovateurs" au sein du Parti Communiste. Passé le premier découragement (qui risque d'être aussi long que la convalescence post-molletiste), il leur faudra choisir entre la stratégie de la "renaissance interne" dans les vieux partis et celle de la construction d'un nouveau candidat à la représentation politique. On se jettera naturellement à la figure l'expérience du PSU, oubliant que la scission de Tours engendra finalement un parti plus gros que la SFIO, qui elle-même, devenue groupuscule, ne dut son salut qu'à la fusion avec une confédération de clubs.

Mais laissons ces considérations prospectives à long terme. Après 86, et en marge des jeux de la cohabitation, la priorité du mouvement alternatif sera à l'élaboration, l'unification idéologique, à la reconstruction d'un projet de société et à l'enracinement dans les dures batailles sociales que promet le retour en force de la droite. Il y aura alors nécessairement coexistence de courants critiques internes à la "vieille gauche" (et à ce qui reste de la vieille extrême gauche), de pôles alternatifs externes plus ou moins radicaux, plus rouges que verts ou plus verts que rouges, et il y aura, souhaitons-le, des "passerelles".

Le premier pas d'une "autre manière de faire de la politique", c'est d'abord le rejet des sectarismes et des préjugés.

Alain LIPIETZ